

New Brunswick has a substantial number of Francophone fishermen, while most fishermen in Quebec are Francophone. The department's mandate in Quebec, though, is substantially different than it is in other provinces due to a delegation of responsibility for much of the fisheries management activity, dating from 1922. The result, the second ramification, is that we do not have and have never had a strong Quebec base to which we could recruit, in which we could train, and from which we could draw the talent we required. One could argue that the base could have been built in New Brunswick, but until recently New Brunswick was part of a Maritime provinces region which was predominantly Anglophone because of the location of the regional headquarters in Halifax. This question of a strong Francophone base is of great interest to this department, Mr. Chairman, and it is a subject I intend to return to later.

But now to deal specifically with the Official Languages Program. It is fair to criticize Fisheries and Oceans, as Mr. Yalden has done, for the lack of progress we have made during the last year. The service we provide to the Francophone public in New Brunswick, and to a lesser extent in Cape Breton, Prince Edward Island, and Southwest Nova Scotia, is not as good as it should be. As I said earlier, we are not proud of our record. But I do have to say that there are reasons for some of our problems.

We have, for example, a large population of scientists within the department—marine biologists, oceanographers, biochemists. They staff our research centres, primarily on the coasts, and many of our senior managers are drawn from their ranks. Until recently, these scientific specialities were not fields to which French-speaking students were drawn in great numbers, and those that were in these fields could not easily be enticed to work either on the coasts or in DFO generally. We have indeed run public competitions for French-speaking scientific specialists and received no qualified applicants. This is a problem we have been forced to address ourselves. We have, for example, just established a biological research unit on campus at the University of Moncton where training for employees and students will be in French. We hope that this effort will increase Francophone participation in the scientific programs of DFO. We have also created a scholarship program at the same university for undergraduate Francophone students with career interest in fisheries biology.

Still another problem, Mr. Chairman, is that Fisheries and Oceans has existed as a separate department for only the last two years. The distribution of resources that resulted from our departure from Environment Canada was somewhat rough, particularly in areas like finance, administration and personnel. We have virtually had to start from scratch to establish the mechanisms and policies and procedures to meet the requirements of all the central agencies. Our main emphasis, I admit, has been in areas like financial planning and control rather than on the Official Languages Program. We are now, I assure you, in a position to give it far more attention.

Le Nouveau-Brunswick compte un nombre substantiel de pêcheurs francophones, tandis qu'au Québec, la plupart des pêcheurs sont francophones. Cependant, le mandat du Ministère au Québec diffère considérablement des autres provinces, suite à la délégation de la plupart des pouvoirs de gestion des pêches, datant de 1922. La seconde conséquence qui en découle, c'est que nous n'avons pas et n'avons jamais eu au Québec une base importante où nous aurions pu recruter, former et puiser les compétences nécessaires. Certains affirmeront que cette base aurait pu être établie au Nouveau-Brunswick, mais jusqu'à récemment, le Nouveau-Brunswick faisait partie de la Région des provinces Maritimes qui était majoritairement anglophone, le Bureau central étant à Halifax. La question d'une forte participation des francophones revêt une grande importance pour le Ministère, Monsieur le Président, et je compte y revenir plus tard.

Pour l'instant, revenons plus spécifiquement au Programme des langues officielles. Il est justifié de blâmer Pêches et Océans, comme l'a fait M. Yalden, pour le peu de progrès réalisé au cours de la dernière année. Les services que nous offrons au public francophone du Nouveau-Brunswick et, sur une moins grande échelle, à celui du Cap-Breton, de l'île-du-Prince-Édouard et du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, ne sont pas aussi efficaces qu'ils le devraient. Comme je l'ai mentionné précédemment, nous ne nous réjouissons pas de ce bilan. Mais je me dois d'énumérer ici les raisons de certains de nos problèmes.

L'effectif du Ministère comprend un grand nombre de scientifiques, dont les spécialistes de la biologie marine, les océanographes et les biochimistes. Les scientifiques sont affectés à nos centres de recherches qui sont situés principalement sur les côtes et nombre d'entre eux font partie de notre haute direction. Jusqu'à tout récemment, ces spécialités scientifiques n'attiraient pas un grand nombre d'étudiants francophones et les spécialistes de ces domaines n'étaient pas intéressés à travailler sur les côtes, ou pour le ministère des Pêches et des Océans en général. Nous avons tenu des concours publics pour les scientifiques francophones, mais n'avons reçu aucune demande de postulants compétents. Nous avons dû nous pencher sur ce problème. A cet effet, nous venons d'établir une section de recherche biologique sur le campus de l'Université de Moncton, là où une formation en français sera offerte aux employés et aux étudiants. Nous espérons que cette mesure permettra d'accroître la participation des francophones aux programmes scientifiques de notre Ministère. Nous avons également mis en œuvre un programme de bourses d'étude à cette université pour les étudiants francophones du premier cycle qui comptent embrasser une carrière dans le domaine de la biologie halieutique.

L'existence de Pêches et Océans, à titre de ministère distinct, depuis deux ans seulement, pose, monsieur le président, un autre problème. La séparation des ressources résultant de notre départ d'Environnement Canada nous a sérieusement éprouvés, notamment dans les domaines des finances, de l'administration et du personnel. Nous avons, à toutes fins utiles, dû repartir à zéro pour établir des méthodes, politiques et procédures satisfaisant aux exigences de tous les organismes centraux. J'admets que nous avons surtout fait porter nos efforts sur des domaines comme le contrôle et la planification financière plutôt que sur le Programme des langues officielles.